

6 Société et Culture

Santé/Renforcement des capacités

Dix nouvelles ambulances pour les structures sanitaires publiques



Le VPM Paul Biyoghe Mba procédant à la remise des clés des véhicules aux responsables d'hôpitaux.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Première tranche d'une dotation de l'Etat, ces véhicules ont été officiellement remis hier aux différents responsables au cours d'une cérémonie présidée par le vice-Premier ministre, en charge de la Santé, Paul Biyoghe Mba.

DIX nouvelles ambulances viennent d'être affectées aux structures sanitaires publiques du Gabon. Première tranche d'une dotation de l'Etat, ces véhicules ont été offici-

ciellement remis aux différents responsables, hier matin, au cours d'une cérémonie présidée par le vice-Premier ministre en charge de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba.

"Il y a quelques mois, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait donné des instructions fermes pour doter tous les hôpitaux du pays d'équipements indispensables, notamment des ambulances. Pour cela, nous avons passé la commande globale de 113 véhicules, afin de les affecter à toutes les structures sa-



La première vague des nouvelles ambulances affectées aux structures hospitalières publiques.

nitaires publiques y compris les centres de santé. Aujourd'hui, voici une première tranche de 10 qui sont réparties aux hôpitaux qui en avaient grandement besoin. Fin septembre, une autre tranche de 15 ambulances interviendra, et progressivement toute la commande globale sera reçue, puis distribuée en fonction des besoins qui seront exprimés", a expliqué à la presse le vice-Premier ministre.

Parmi les premières structures bénéficiaires, il y a les centres hospitaliers universitaires de Libreville / Samu,

d'Angondjé et d'Owendo, l'hôpital spécialisé de Nkembo, les centres hospitaliers régionaux de Melen, Amissa Bongo (Franceville), de Mouila, de Port-Gentil et d'Oyem, ainsi que l'Hôpital sino-gabonais de Franceville. Le vice-Premier ministre, Paul Biyoghe Mba, a, par ailleurs, demandé aux responsables de ces structures sanitaires publiques d'en faire un bon usage. "Ce sont des véhicules solides, de marque Nissan Patrol, qu'il faut faire attention à ne pas abîmer. L'Etat fait beaucoup d'efforts pour les obtenir. Il ne serait donc pas



Les différents structures bénéficiaires étaient représentées par leurs responsables.

bien de les retrouver dans le transport des personnes autres que les malades ou de mener une activité en dehors de celle qui leur est assignée. J'y veillerai scrupuleusement. J'ai d'ailleurs donné des instructions fermes à ce sujet à toutes les structures et inspections afin que des mesures appropriées soient prises à l'encontre des contrevenants. Mais je pense que les responsables des hôpitaux sont eux-mêmes des grands responsables et hauts fonctionnaires en qui j'ai personnellement confiance et qu'ils vont bien utiliser ces véhicules",

a-t-il ajouté.

Pour Elliott Befame, le directeur général du centre hospitalier régional d'Oyem, c'est une dotation qui vient à point nommé. "En janvier 2017, notre pays va accueillir la Coupe d'Afrique des Nations. La ville d'Oyem a été choisie pour en abriter l'une des poules. Etant donné que nous sommes l'hôpital de référence de la province, il nous fallait des ambulances. Nous en avons une en ce moment. Celle qui vient de nous être livrée va résoudre un certain nombre de problèmes", a-t-il indiqué.

Choses vues

Bacs à ordures endommagés: Libreville à nouveau face à l'insalubrité

Anita Jordanah TSOUMBA
Libreville/Gabon

ORDURES ménagères à même le sol, jonchant les rues et parfois abandonnées en plein milieu de la chaussée. Là, un matelas jeté négligemment dans un caniveau semble disputer l'espace avec un tas de vieilles chaussures. Dans certains quartiers comme Ozangué (5e arrondissement), les eaux stagnantes issues des lavages de voitures font désormais bon ménage avec les immondices. Leur macération sous la température élevée répand des odeurs nauséabondes dans le secteur, présentant des risques pour la santé publique, telle un cloaque en pleine ville. Même chose au marché d'Akébé (3e arrondissement) où les commerçantes étalent tomates, oignons, bananes, oseille et autres produits non emballés à même le sol, à proximité de tas de détritrus. Aucun lieu de vente de vivres n'y échappe.

Autant dire que la capitale gabonaise offre une triste physionomie, depuis le 1er septembre dernier, au len-



Au marché banane, faute de bacs, les vivres exposés à même le sol cohabitent avec les ordures.

demain des violences post-électorales. Des bacs et bennes à ordures de la société de collecte et de traitement d'ordures, Averda, ont fait les frais de la furie des manifestants. On a même vu certains d'entre eux se servir desdits bacs pour transporter le fruit de leurs pillages dans des commerces saccagés. Conséquence de tout cela, "Libreville la belle" court le risque de replonger dans l'insalubrité qui la caractérisait jadis.

"Les ordures sont à nouveau partout, dans la plupart des quartiers de Libreville. Et ça, c'est depuis les émeutes du mercredi 31 août dernier", se lamente P. Manembe, un habitant du 6e arrondissement de Li-



La tâche des éboueurs de plus en plus compliquée.



Il ne fait plus bon vivre à Beau-Séjour où le sol est jonché de tas d'immondices par endroits.

breville. " On dépose les sachets poubelles à même le sol, parce qu'il n'y a plus de bacs à ordures. Toutes les grandes poubelles d'Averda qui étaient posées le long de la route, ont été brûlées lors des émeutes post-électorales. Ce n'est donc pas de notre faute. On est juste obligé de les déposer là, au moins quand leurs camions

passent, ils ramassent ", tente-t-il de se justifier. A bien des égards, cette situation est devenue bien inconfortable pour les habitants des quartiers concernés. « Hier soir, un garçon a failli se faire renverser par un véhicule parce que la chaussée s'est considérablement rétrécie. Les ordures occupent aussi

bien le trottoir qu'une partie de la route. Du coup, les piétons et les véhicules se disputent ce qui reste. Avec les bennes à ordures, la route était plus large et moins dangereuse », regrette un riverain.

Du côté d'Averda, on déplore cette situation qui a énormément affecté la bonne marche de la société dans le ramassage régulier des ordures dans la ville. Car, bien qu'ayant repris ses activités de collecte de déchets au lendemain du chaos, la tâche d'Averda n'est pas des plus faciles. « Avec les bacs, notre travail était moins difficile que maintenant. Parce que les ordures étaient déposées directement à l'intérieur. C'est vrai qu'on en retrou-

vait aussi au sol, mais les quantités n'étaient pas aussi importantes qu'aujourd'hui où tout est déversé par terre », se plaint un employé de la société.

Outre l'amplification du travail de terrain, la destruction de ce matériel présente non seulement des dépenses supplémentaires pour l'opérateur économique, mais surtout il vient relancer l'épineux problème du manque de moyens et de compétence des entreprises commises à la tâche. « C'est des centaines de bacs et bennes à ordures qui ont été brûlés dans Libreville lors de ces émeutes. Voyez-vous ce que cela représente en termes de dépense supplémentaires que devra supporter l'opérateur », a-t-il ajouté, contrarié.

Aussi, « si rien n'est fait pour ramener la propreté dans nos quartiers, avec le retour des pluies, on va se retrouver dans la même situation qu'il y a deux ou trois ans, où la ville avait l'air abandonnée et sentait mauvais », a lancé Mme Mamba, interpellant par ailleurs toutes les bonnes volontés à joindre leurs efforts pour que Libreville revoie à nouveau de propreté.